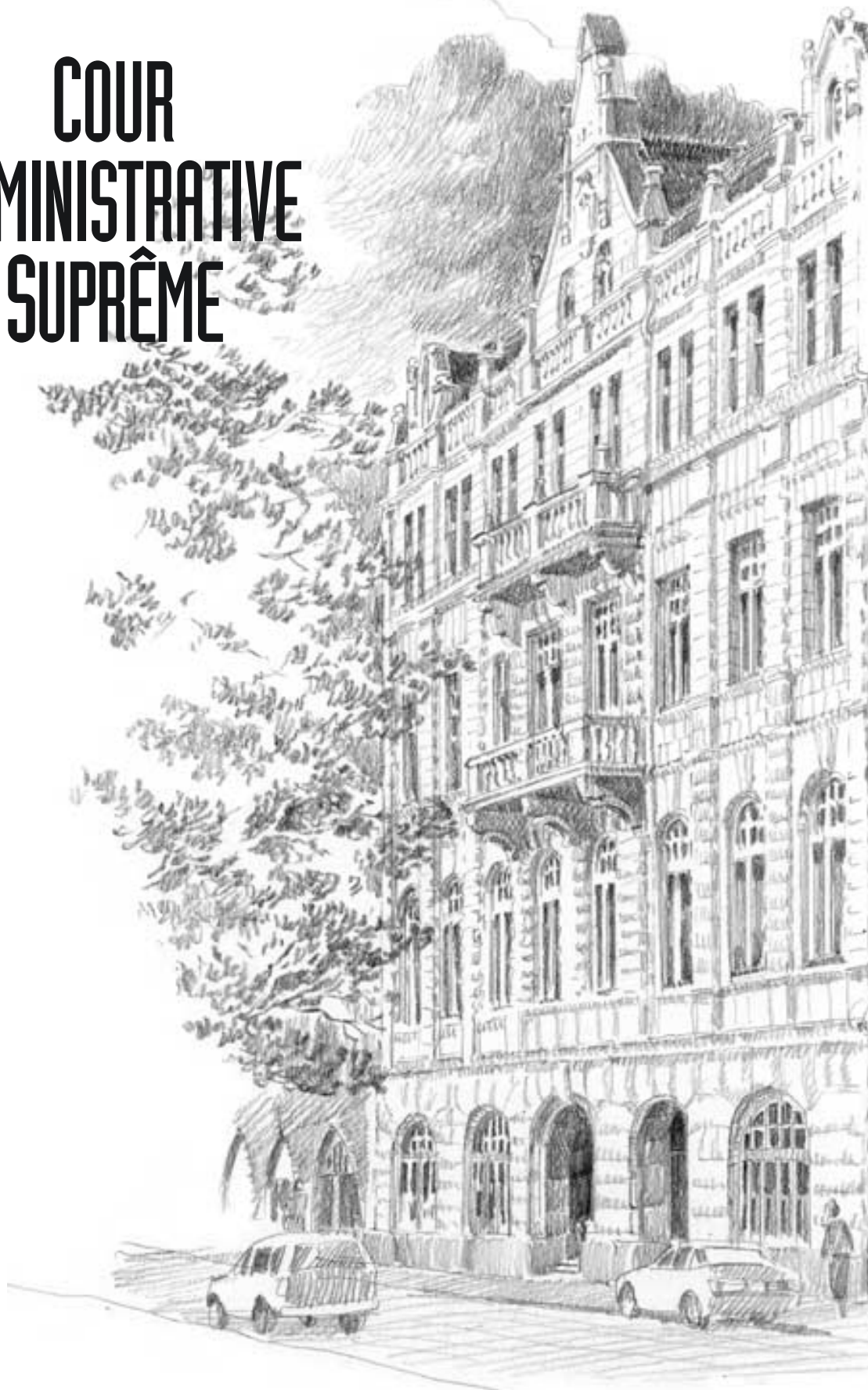


COUR ADMINISTRATIVE SUPRÊME



*Le rapport annuel 2000 de la
Cour administrative suprême est publié
en finnois, suédois, anglais et français.*

*Dessin de couverture:
Kimmo Pälikkö "Fabianinkatu 15"*

- 4 *Administration de la justice dans les années 2000*
Pekka Hallberg, Président
-
- 6 *La plus haute juridiction administrative*
-
- 7 *Activité juridictionnelle en 2000*
-
- 9 *Sur le système de taxe sur la valeur ajoutée*
Raimo Anttila, Juge
-
- 10 *Sur les affaires relatives aux services sociaux et de santé*
Marita Liljeström, Juge
Aila Linnakangas, Référendaire
-
- 12 *Les affaires Natura 2000*
Pekka Vihervuori, Juge
-
- 13 *Sur les autres activités*
-
- 16 *Organisation et personnel*
-
- 19 *Statistiques*
-
- 32 *Les tribunaux administratifs régionaux*
-
- 33 *Statistiques des tribunaux administratifs*
-

Administration de la justice dans les années 2000

Pekka Hallberg

Président de la Cour administrative suprême

La construction de l'État-providence implique que l'on peut avoir confiance en ce que les décisions soient impartiales et justice soit faite. Comprenons-nous assez bien l'importance, pour le développement social, d'une législation transparente, d'une bonne gestion administrative et d'une organisation judiciaire efficace?

Le droit et la Constitution. L'importance du droit est accentuée par la Constitution. Une approche humanitaire sur le droit est perceptible non seulement dans les valeurs essentielles, relatives à l'inviolabilité de la dignité humaine, la liberté et les droits des individus et la justice sociale, inscrites dans le début de notre constitution, mais aussi dans les droits fondamentaux. Aussi l'équité est-elle au centre des objectifs que les juridictions doivent avoir lorsqu'elles tranchent des litiges entre des individus et examinent la légalité des décisions des autorités administratives.

La Constitution de 2000 a renforcé les principes de l'État de droit et équilibré la structure de l'organisation judiciaire. Comme elle contient des dispositions expresses sur les tribunaux administratifs régionaux, elle a consolidé le développement de la justice administrative.

Outre son attribution juridictionnelle, la Cour administrative suprême veille,

selon la Constitution, à l'administration de la justice dans son domaine de compétence et elle peut soumettre des propositions de prise de mesures en matière législative. L'ensemble des attributions reflète la responsabilité du bon fonctionnement de la protection juridique et du système de recours.

La justice, partie du développement social. Le rapport de la Cour administrative suprême sur l'année 2000 comprend un exposé non seulement de l'activité juridictionnelle mais aussi des autres activités des juridictions administratives.

Les changements dans la répartition des affaires indiquent l'évolution des problèmes de droit. Par exemple, le groupe d'affaires le plus important l'année dernière, les affaires concernant le réseau Natura 2000, a structuré notre vue sur les exigences du droit communautaire, les problèmes de procédure, le besoin de protection juridique des citoyens et les caractéristiques de notre nature.

Les statistiques juridiques ne donnent pas une image suffisamment claire de l'état du droit. Il doit être analysé dans une perspective plus large. Il faut tenir compte des données sur la sécurité sociale et l'emploi, les industries et le développement économique, et les données concernant le développement social en général. Ainsi, la justice

doit être liée au développement social général d'une manière constructive.

Les juridictions administratives occupent une position clé dans l'intégration européenne. Les litiges concernant les quatre libertés de l'Union européenne (UE), à savoir la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux, portent surtout sur la justice administrative.

L'application des nouvelles sources de droit, les normes communautaires, est répartie entre les juridictions des États membres. Lors de l'adaptation à ces normes, il a été essentiel de tenir fermement aux principes d'une procédure équitable qui caractérisent notre système pratique.

La plupart des pays de l'UE ont une forte organisation de la justice administrative. L'association des juridictions administratives suprêmes est maintenant établie et a commencé ses activités. Le renforcement de la justice administrative est également une priorité dans les États candidats à l'adhésion à l'UE.

Les litiges administratifs ouvrent également une perspective sur le quotidien des gens. Le développement de l'UE devrait, en règle générale, être transféré des institutions vers l'Europe des européens, où les traits caractéristiques culturels et locaux ainsi que le pouvoir décisionnel au niveau local ont un fondement ferme.

Accessibilité de la justice. En Finlande, le droit de recours général contre les décisions des autorités a été fixé dans une loi en 1950. Cette loi incluait également, à la suite d'une motion parlementaire, le

droit de recours, devant la Cour administrative suprême, contre les décisions du Conseil des ministres. Cette réforme d'il y a un demi-siècle a ouvert la voie à l'accomplissement des obligations procédurales prévues plus tard par la convention des droits de l'homme.

Aujourd'hui, le droit de recours et les autres principes fondamentaux d'une procédure équitable sont inscrits dans la Constitution. Nous sommes parvenus à maintenir le principe de droit général de recours, et il n'y a pas de système général d'autorisation pour l'introduction d'un recours auprès de la Cour administrative suprême. Actuellement, la procédure est régie par une loi récente de 1996. Elle fait valoir l'importance de l'organisation active de la procédure ainsi que l'obligation pour les juridictions de veiller à ce que les affaires soient instruites.

Notre tradition d'une procédure sociale a été l'objet d'un intérêt international. Dans les litiges d'administration publique, il y a normalement un grand nombre de parties avec des ressources inégales pour défendre leur cause. Pour garantir le principe d'égalité des armes, le déroulement de la procédure doit rester sous la maîtrise du juge.

Dans des réformes futures, il importe de ne pas limiter, sans fondement, le droit de recours et de ne pas ajouter des règles de forme à la procédure. Le point de départ pour développer la procédure devrait toujours être la protection juridique. L'équilibre de l'administration de la justice se trouve dans l'équité et la réalité. ■

La plus haute juridiction administrative

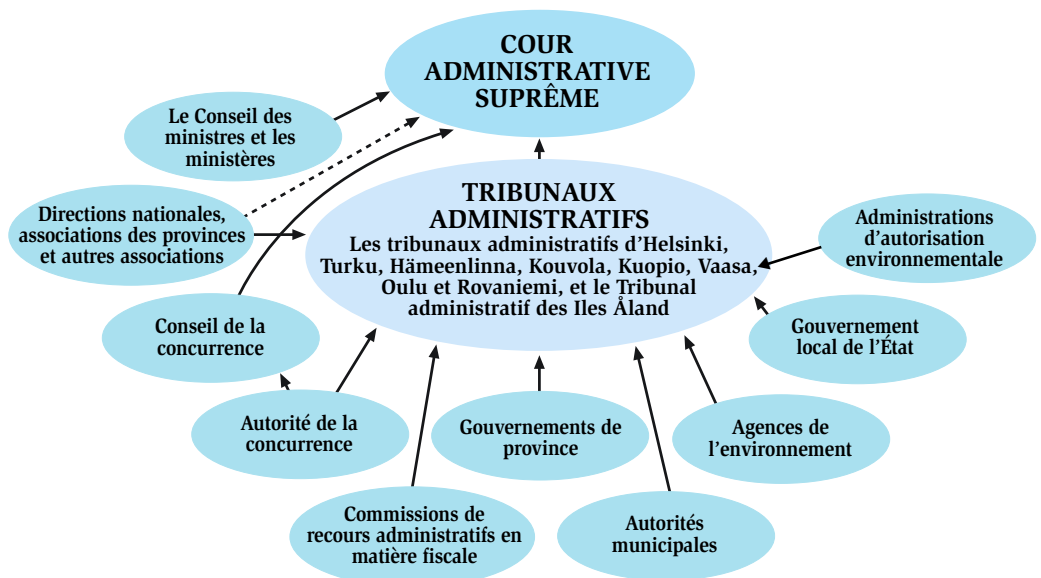
Selon la Constitution de la Finlande, la Cour administrative suprême est la plus haute instance judiciaire en matière de contentieux administratif. La plus haute instance en matière civile et pénale est la Cour suprême. La Cour administrative suprême et la Cour suprême ont été créées en 1918.

D'après la Constitution, tout exercice du pouvoir public doit trouver son fondement dans la loi. Chacun peut soumettre à l'examen des tribunaux administratifs la légalité d'une décision administrative relative à ses droits et à ses obligations. Le droit de recours général contre les décisions administratives est principalement régi par la loi sur le contentieux administratif.

La plupart des groupes d'affaires dont la Cour administrative suprême est

saisie n'est pas soumise à un système d'autorisation pour l'introduction d'un recours. Dans ces affaires, les parties ont un droit de recours et, de plus, la Cour administrative suprême statue au fond.

La procédure en matière de contentieux administratif est régie par la loi sur le contentieux administratif. La protection juridique du requérant est garantie par la disposition de cette loi, selon laquelle la juridiction veille pour sa part à ce que l'affaire soit instruite (principes d'inquisitorialité et de protection juridique). En général, une partie peut plaider sa cause sans représentant, ce qui facilite l'exercice du droit de recours et l'accès à la protection juridique. Pendant l'année 2000, 70 pour cent des affaires introduites devant la Cour administrative suprême représentait des recours contre les décisions des tribunaux administratifs régionaux. Les recours contre les décisions du Conseil des ministres et des ministères représentaient 6 pour cent et les affaires introduites contre les décisions de diverses commissions de recours 5 pour cent. ■



Activité juridictionnelle en 2000

Pendant l'année 2000, la Cour administrative suprême a jugé 4 574 affaires. Parmi ces affaires, 3 808 étaient également jugées au fond.

Le groupe d'affaires le plus important était constitué des recours contre la décision du 20 août 1998 du Conseil des ministres concernant le réseau communautaire Natura 2000. Le nombre de ces recours, introduits en 1998, était 1 241. Pendant l'examen, certains d'entre eux ont été séparés en différents numéros d'entrée selon leur contenu. Le nombre d'affaires Natura jugées pendant l'année 2000 était 1 638. Chacun des recours a été examiné séparément, mais ils ont été joints en 694 décisions, principalement d'après le site en question. Le Président, 15 juges et 25 référendaires ont participé à l'examen de ces affaires en formations de cinq membres.

Les affaires Natura représentaient 27 pour cent des recours introduits en 1998, et elles constituaient le groupe d'affaires le plus important de l'histoire de la Cour

Les affaires de contentieux administratif sont, en règle générale, examinées en formation de cinq juges. En séance de la première chambre sont de gauche la juge Marjatta Kaján, la juge Ritva Koljonen en tant que président de la séance, le juge Esa Aalto, Leena Halila, référendaire principal en tant que référendaire de l'affaire, le juge Hannu Koskinen, et le juge Niilo Jääskinen.

administrative suprême. Du fait que dans la partie principale de ces affaires, le jugement a été rendu au mois de juin de l'année 2000 la durée moyenne de la procédure s'est prolongée à 13,5 mois.

Pendant l'année 2000, la Cour administrative suprême était saisie dans 3 691 affaires. Le groupe d'affaires le plus important était les recours en matière fiscale, 28 pour cent de tous les recours introduits. Les autres groupes importants d'affaires introduites portaient sur l'aide sociale 14 pour cent, la construction et l'urbanisme 10 pour cent, l'environnement et les eaux 6 pour cent, les affaires municipales 5 pour cent, la fonction publique 5 pour cent, les

services sanitaires et médicaux 5 pour cent et les étrangers 4 pour cent.

Le groupe d'affaires introduites concernant l'aide sociale a fait l'objet de la plus grande croissance. Leur nombre était 472, tandis qu'en 1999 le nombre était 419. Le système de recours pour les affaires de l'allocation de subsistance a été réformé en début d'année 1999, ouvrant la possibilité de recourir devant la Cour administrative suprême.

Dans la comparaison des parts proportionnelles des groupes d'affaires avec les parts équivalentes des années précédentes, il faut considérer les grands groupes à caractère unique. En 1998, la Cour administrative suprême était saisie dans les affaires Natura précitées. Au total 657 recours concernant les élections de la délégation de la population Sami étaient introduits en 1999 et jugés pendant la même année. Parmi les affaires introduites en 2000, il n'y avait pas de groupe d'affaires aussi important.

En fin d'année 2000, le nombre des affaires pendantes était 3193.

Pour la plupart des affaires examinées devant la Cour administrative suprême, une autorisation pour l'introduction d'un recours n'est pas exigée, c'est-à-dire les parties ont le droit de faire un recours auprès de la Cour. Les groupes d'affaires les plus importants exigeant, selon les lois qui les concerne, une demande d'autorisation préalable pour l'introduction des

recours sont, en général, les affaires sur les impôts, les étrangers et l'allocation de subsistance. Les critères pour accorder l'autorisation sont toutefois prévus de sorte que les recours devant la Cour administrative suprême ne forment pas uniquement un système de précédents.

Parmi les affaires jugées par la Cour administrative suprême pendant l'année 2000, une autorisation pour l'introduction d'un recours était exigée dans 1016 affaires, ou environ 20 pour cent de toutes les affaires. L'autorisation a été octroyée dans 250 affaires, soit 25 pour cent des cas, et la Cour a alors également statué au fond. Par exemple en ce qui concerne les affaires fiscales exigeant une autorisation pour l'introduction d'un recours, la Cour administrative suprême l'a octroyée dans 27 pour cent des cas.

L'internationalisation de l'ordre juridique a été une caractéristique du développement général dans le contentieux administratif. Le centre de gravité, par exemple en ce qui concerne l'application du droit communautaire, se trouve clairement dans les juridictions administratives nationales.

Aujourd'hui, environ un tiers des cas examinés à la Cour administrative suprême concernent l'application du droit communautaire. Pendant l'année 2000, la Cour administrative suprême a saisi la Cour de justice des Communautés européennes pour demander une décision préjudicielle concernant la taxe sur les automobiles et la TVA. ■

Sur le système de taxe sur la valeur ajoutée

Raimo Anttila
Juge

L'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée dans l'Union européenne est harmonisée par des directives, notamment par la sixième directive TVA (77/388/CEE). La loi finlandaise sur la TVA a été élaborée avant que soit connue l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne, et elle diffère de ladite directive de par sa structure et par beaucoup de ses termes. Pour cette raison, il se produit constamment des tensions entre la loi nationale et la directive dans les cas d'interprétation. Dans les recours, la directive est assez souvent invoquée et elle figure fréquemment dans les motifs des décisions de la Cour.

Selon les résultats d'une étude, le droit communautaire a joué un rôle important dans un quart des environ 80 décisions sur la TVA publiées par la Cour entre 1.1.1997 et 30.6. 1999. Après cette période, l'importance du droit communautaire dans les décisions s'est accrue plutôt qu'a diminué. Pourtant, on peut dire d'une manière générale qu'il n'y a pas de conflit entre la loi sur la TVA et la directive et que l'application directe de la directive a été exceptionnelle. Les effets interprétatifs de la directive sont, par contre, souvent appliqués.

L'importance du droit communautaire et l'ambiguïté de la loi nationale ont augmenté le nombre proportionnel et peut-être même l'importance des affaires de TVA comparés à ceux des affaires de l'impôt sur le revenu. Cela s'observe notamment dans les décisions fiscales

publiées par la Cour. Le changement a certainement aussi d'autres raisons, comme le fonctionnement plus efficace des commissions de recours en matière de la taxation et la stabilisation, auparavant réalisée, de la jurisprudence concernant l'impôt sur le revenu. De toute façon, la TVA est devenue un régime de taxation intéressant et important, ce qui s'est manifesté non seulement au sein de la Cour mais aussi dans la littérature et la recherche sur le droit fiscal.

Comme domaines de la TVA les plus ambigus se sont relevés le traitement fiscal des opérations financières et foncières. En ce qui concerne les décisions dans ces domaines, l'application du droit communautaire est plutôt la règle que l'exception. Il existe une certaine friction entre la directive et la loi nationale. Une grande partie des recours portent sur les décisions préjudicielles de l'administration nationale des impôts, ce qui est également un indice de l'ambiguïté et de l'importance économique du traitement fiscal dans ces domaines. En outre, les décisions de taxation portant sur les services financiers ont une portée internationale importante aussi bien à l'intérieur de l'UE que par rapport aux pays tiers. C'est une autre raison pour laquelle il a été surprenant de noter que la pratique au sein de l'Union européenne n'est pas uniforme dans un nombre de questions sur les services financiers.

Jusqu'à présent, ce n'est que dans une affaire que la Cour administrative suprême a demandé une décision préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes sur l'interprétation de la TVA. La demande a été introduite le 15 mars 2000 et portait en substance sur la taxe sur les automobiles, mais contenait une question accessoire concernant la TVA due à la taxe sur les automobiles. ■

Sur les affaires relatives aux services sociaux et de santé

Marita Liljeström

Juge

Aila Linnakangas

Référéndaire

La réforme des droits fondamentaux réalisée en 1995 et la nouvelle Constitution de la Finlande entrée en vigueur le 1^{er} mars 2000 garantissent à chacun le droit à la sécurité sociale. Dans les activités de la Cour administrative suprême, les droits fondamentaux sociaux sont réalisés à travers une interprétation favorable aux droits fondamentaux.

Depuis les modifications de la loi sur la prévoyance sociale le 1^{er} janvier 1999, les affaires concernant l'octroi et le montant de l'allocation de subsistance sont susceptibles de recours, en dernière instance, devant la Cour administrative suprême, sous réserve d'une autorisation préalable accordée pour la raison que l'affaire constitue un cas de précédent. Le besoin de protection juridique dans ces cas est accentué par le fait que l'allocation de subsistance est en relation directe avec le droit garanti par la Constitution aux moyens de subsistance et aux soins indispensables. L'allocation de subsistance est également liée aux autres droits fondamentaux, notamment quand il s'agit des possibilités égales pour les personnes ayant de faibles revenus d'exercer leurs droits fondamentaux dans la pratique.

Sur les arrêts concernant l'allocation de subsistance

Pendant l'année 2000, la Cour a accordé l'autorisation d'introduire un recours dans 18 affaires concernant l'allocation de subsistance, représentant environ dix pour cent des demandes d'autorisation d'introduire un recours.

L'obligation des communes d'organiser ces services était en cause dans les cas où l'allocation était demandée pour des conjoints habitant dans deux différentes communes, pour la garantie de loyer dans le cas d'une personne changeant de commune, pour l'enfant, résidant à l'étranger, du demandeur, pour une personne séjournant provisoirement à l'étranger et pour les frais de visite d'un parent dont l'enfant réside dans une autre commune.

Les arrêts concernant le logement et les dépenses de logement étaient nombreux. Les droits culturels étaient en cause dans un cas concernant l'obligation d'un lycéen et d'un étudiant universitaire de faire une demande de prêt d'études avant d'avoir droit à l'allocation de subsistance. Enfin, il s'agissait du droit à sa propre culture dans un arrêt qui affirmait qu'une personne peut avoir le droit à un montant supplémentaire pour l'achat d'une jupe particulière aux femmes de la population Rom.

Quant aux services de santé, un arrêt concernait le droit à l'allocation de subsistance pour des frais de santé privés quand la personne s'était faite soigner dans le secteur privé à cause de la liste d'attente du centre de santé. La Cour a considéré qu'il n'y avait pas de droit à l'allocation de subsistance, parce que la personne n'avait pas établi que son besoin de soins ait été assez urgent. L'étendue

de l'obligation et la négligence dans le versement d'une pension alimentaire étaient l'objet d'une question sur les conditions de réduction du montant de base de l'allocation de subsistance dans le cas où une personne refuse de chercher du travail et d'une autre question relative à la cessation de l'obligation alimentaire des parents dans le cas d'un lycéen de 18 ans.

Dans une autre arrêt, la Cour a jugé qu'une compensation de logement et de nourriture pour une personne suivant une formation pour les chômeurs ne pas diminue son allocation de subsistance. Une personne résidant dans une région reculée n'a pas eu le droit de couvrir, par un montant supplémentaire, ses frais de transport pour faire des commissions personnelles, car elle n'avait pas montré que ses dépenses de transport aient dépassé celles incluses dans le montant de base. La Cour a également considéré qu'il n'y avait pas de droit à l'allocation de subsistance pour payer un reliquat d'impôts.

L'obligation des communes d'organiser les services de santé

Le droit fondamental aux services de santé est examiné par les juridictions administratives dans les cas où une personne demande, dans le cadre d'une procédure administrative contentieuse, à la commune de fournir des services médicaux ou une compensation correspondante. Cette personne peut être mécontente du fait que la commune n'a pas offert d'engagement de paiement pour ses soins, ou elle demande un remboursement à la commune pour des soins privés. Ce phénomène est nouveau et il reflète les changements législatifs et concrets qui ont eu lieu dans l'or-

ganisation de la santé pendant les années 1990. Les communes ont passé du système des ressources gérées par l'État à une responsabilité du résultat autonome au début des années 1990, et les possibilités pour l'État de contrôler que les communes accomplissent leurs engagements ont été laissées à un faible niveau. D'un autre côté, le contenu de la responsabilité des communes d'organiser les services a toujours été définie d'une manière imprécise à cause de la nature des activités. Du fait de la dépression économique commencée en même temps, les communes aussi bien que l'État ont réduit les ressources destinées aux soins de santé.

L'État et les communes sont pourtant obligés, en vertu de la Constitution, de garantir à chacun, conformément à des modalités plus précises fixées dans une loi, l'accès aux services de santé suffisants. La Constitution oblige également l'État de garantir le respect des droits fondamentaux dans la pratique. Les pouvoirs publics doivent donc garantir le respect de ce droit fondamental en accordant des ressources et en organisant ses activités de façon appropriée à travers des mesures législatives.

Les problèmes d'accessibilité des services de santé ne peuvent pas être tranchés à grande échelle dans une procédure contentieuse. Les juridictions ont toutefois un rôle important dans l'appréciation juridique de l'obligation des communes d'organiser les services. Dans une décision de l'assemblée plénière de la chambre, numéro 3118, du 27 novembre 2000, la Cour a appliqué les dispositions précitées en prenant position sur la non-discrimination et la priorité des services de santé, sur l'obligation des communes d'organiser les services médicaux et de santé et sur la portée juridique des instructions et recommandations des communes. ■

Les affaires Natura 2000

Pekka Vihervuori
Juge

Natura 2000 est un réseau commun de réserves naturelles dans l'Union européenne comportant des sites choisis selon les directives habitats et oiseaux. Le 20 août 1998 le Conseil des ministres a décidé de proposer et notifier 439 sites selon la directive habitats et 1325 sites selon la directive oiseaux pour intégration dans le réseau Natura. Une partie de ces sites font partie des deux catégories.

D'après la loi sur la protection de la nature, la décision du Conseil des ministres sur la proposition finlandaise était un acte susceptible de recours. Entre autres, les propriétaires intéressés de terres et d'eaux, les autorités municipales et certaines organisations qui défendent la protection de la nature et les propriétaires fonciers avaient le droit de recours. Les recours se fondaient sur l'illégalité de la décision. À cet égard, les dispositions concernant les espèces et les habitats naturels prévues dans les directives habitats et oiseaux occupaient une position clé.

La Cour administrative suprême a reçu 1241 recours concernant environ 750 sites différents. En outre, quelques recours étaient introduits contre la proposition Natura du gouvernement de la province d'Åland. D'un côté, un recours pouvait couvrir plusieurs sites et plusieurs parties et, d'un autre côté, un site pouvait être l'objet de plusieurs recours. Dans la plupart des recours on demandait l'abandon d'un site ou sa réduction, mais il y avait aussi un grand nombre de recours demandant des sites élargis ou additionnels. Le nombre total des requérants dépassait 5000. Certains des recours concer-

naient la décision du Conseil des ministres en entier.

Malgré leur caractère spécifique, les affaires Natura ont été examinées régulièrement en formation ordinaire de cinq membres. Outre les avis du ministère de l'Environnement, de nature générale ou concernant des sites spécifiques, et outre les mémoires des parties, d'autres mesures d'instruction ont été prononcées pour l'examen des affaires. La Cour a effectué sept visites des lieux, dans des sites de caractères différents et dans différentes parties du pays.

Les requérants ont été entendus sur tous les avis remis par le ministère, et ils ont eu accès aux documents réunis. Pour maîtriser la quantité exceptionnelle d'éléments du dossier, la Cour administrative suprême, en tant qu'équipe de travail, a été obligée d'introduire des solutions pratiques nouvelles pendant l'examen préparatoire, impliquant l'utilisation diversifiée de l'informatique. Chaque affaire a, pourtant, été jugée d'une manière individuelle.

Dès lors que les sites constituent un ensemble intégré au réseau Natura, la plupart des décisions de la Cour ont été prises en même temps, principalement le 14 juin 2000. En tout, le nombre de décisions rendues en finnois ou suédois, était 694. Les textes comprennent en tout plus de 40000 pages. Pour la plupart des décisions, une décision concernait un seul site.

La décision du Conseil de ministres a été annulée soit totalement soit partiellement dans environ sept pour cent de l'ensemble des décisions. La Cour a fait droit à plusieurs recours des propriétaires de terres et d'eaux aussi bien que des organisations de protection de la nature. ■

Sur les autres activités

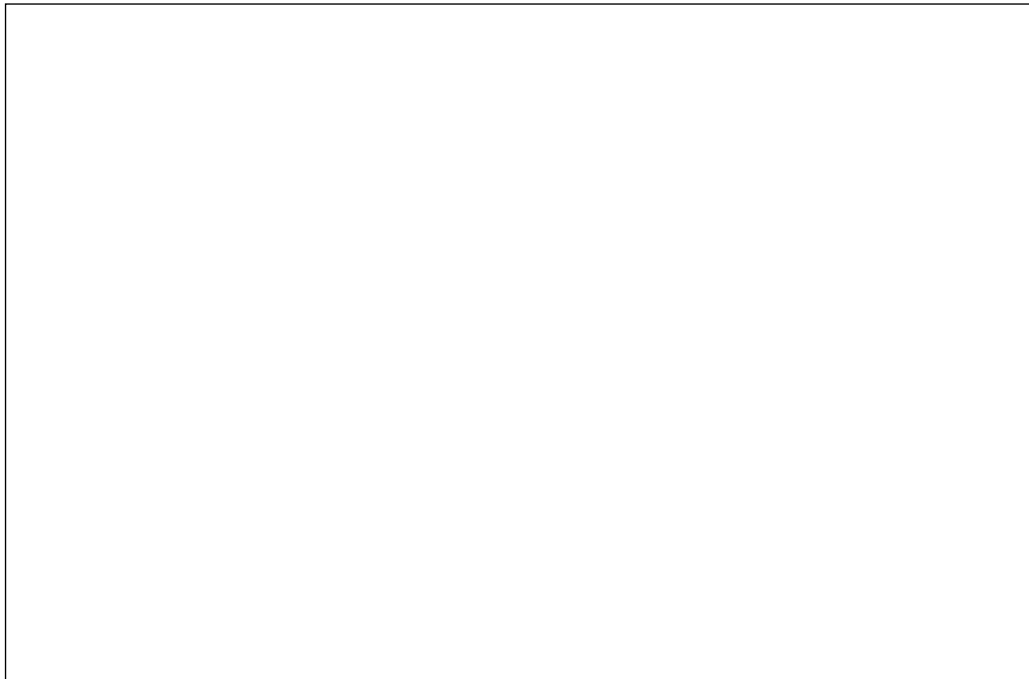
La coopération internationale. L'organisation judiciaire finlandaise est de plus en plus étroitement intégrée à l'organisation judiciaire européenne et mondiale. Par conséquent, la coopération internationale est devenue une activité de tous les jours au sein de la Cour administrative suprême. Ces dernières années ont mis en valeur la coopération entre les hautes juridictions administratives de l'Union européenne.

Les hautes juridictions administratives de l'Union européenne ont organisé des réunions depuis 1968 à intervalles de deux ans. Au début, les participants étaient les hautes juridictions des six États membres des Communautés européennes. À Vienne au mois de mai 2000 les juridic-

tions administratives suprêmes des 15 États membres de l'UE et la Cour de justice des Communautés européennes ont formalisé leur coopération en établissant une association. Son nom officielle est *l'Association des Conseils d'État et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne*, en anglais *Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union*.

À la réunion de Vienne, un conseil d'administration de six membres a été élu, présidé d'abord, à son tour, par M. Pekka

Le conseil d'administration de l'association des hautes juridictions administratives de l'Union européenne s'est réuni à Helsinki. À la réunion ont assisté (à gauche) le juge Heikki Kanninen, le Vice-Président Fernando Manuel Azevedo Moreira (Portugal), le Président Tjeenk Willink (Pays-Bas), le Conseiller d'Etat Yves Kreins en fonction de secrétaire général (Belgique), le Président Pekka Hallberg, Martine de Boisdeffre, Secrétaire général (France), le Président Clemens Jabloner (Autriche) et le Président Gunnar Björne (Suède).



Hallberg, Président de la Cour administrative suprême. Le conseil d'administration a tenu sa première réunion en octobre dans les locaux de la Cour administrative suprême.

La coopération traditionnelle avec la haute juridiction administrative de la Suède, Regeringsrätten, a également continué. En outre, la Cour administrative suprême, Regeringsrätten et les représentants des hautes juridictions des pays Baltes se sont réunis à Stockholm.

Le président de la cour constitutionnelle de la Russie, Marat V. Baglay, a rendu visite à la Cour administrative suprême. Des représentants de plusieurs autres juridictions et autorités judiciaires de l'étranger se sont familiarisés avec les activités de la Cour administrative suprême.

De même, des représentants de la Cour administrative suprême ont rendu visite à de nombreuses juridictions à l'étranger et ont participé à des séminaires et réu-

La réunion de la Cour administrative suprême et des tribunaux administratifs sur les affaires d'urbanisme et de construction était organisée dans la grande salle d'audience.

nions. Le conseil d'administration de l'association mondiale des hautes juridictions administratives, l'AIHJA, s'est réuni en avril en Chypre. Le nom officiel de cette association est l'Association Internationale des Hautes Juridictions Administratives, en anglais International Association of Supreme Administrative Jurisdictions. Le Président Hallberg est membre du conseil d'administration de l'association.

Réunion des juridictions administratives. La Cour administrative suprême a organisé une réunion des juridictions administratives en novembre. Le thème de la réunion commune de la Cour administrative suprême et des tribunaux administratifs régionaux était le code d'urbanisme. Les environ cent participants de la réunion ont rempli la grande

salle d'audience de la Cour administrative suprême.

D'autres types d'études et d'activités ont également eu lieu en coopération avec les tribunaux administratifs régionaux et d'autres instances. En septembre, une réunion commune, déjà traditionnelle, de la Cour administrative suprême, de la Cour suprême et des représentants de l'Université d'Helsinki était organisée sur le thème "Loi et droit dans l'État de droit au 21ème siècle".

Publication des décisions.

En principe, la Cour administrative suprême publie ses décisions les plus importantes dans le recueil annuel, qui paraît deux fois par an. Les décisions choisies sont des affaires présentant un intérêt pour l'application de la loi dans des affaires similaires ou ayant autrement un intérêt général. Le recueil annuel de l'an 2000 contient 77 décisions.

Des sommaires des décisions du recueil annuel sont également publiés. Ils se trouvent sur le site internet de la Cour administrative suprême (<http://www.kho.fi>). Outre les 77 décisions dans le recueil annuel, les sommaires sur 119 autres précédents ont été publiés en 2000 sur le site

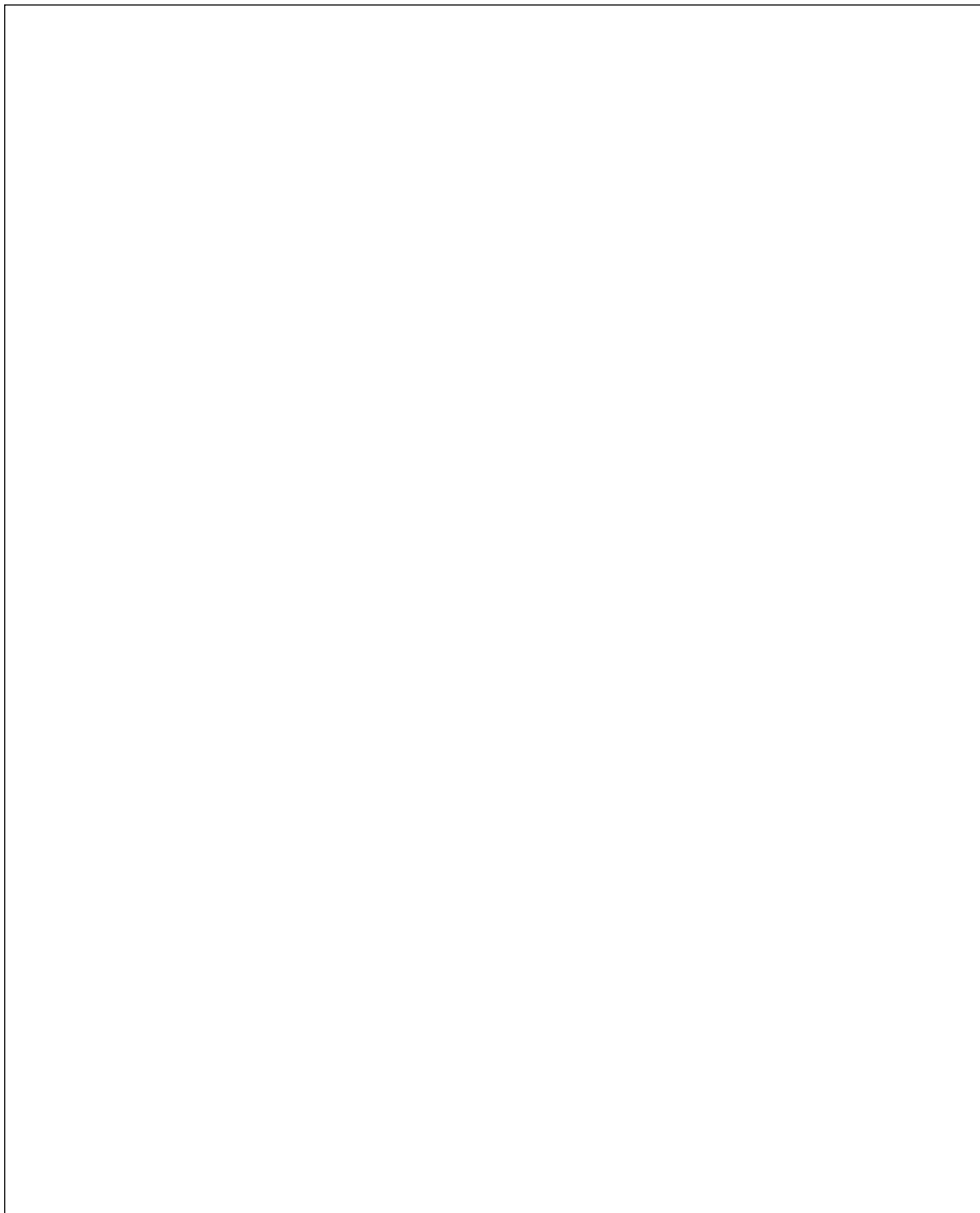
internet de la Cour administrative suprême. La décision sur les affaires sélectionnées pour être publiées dans le recueil annuel et celles dont un sommaire est publié est prise par le président de la formation de jugement.

Les sommaires sur les précédents de la Cour administrative suprême depuis l'an 1944 sont disponibles dans la base de données publique Finlex (<http://www.finlex.fi>).

Avis. Un grand nombre de demandes d'avis sont introduites annuellement auprès de la Cour administrative suprême, en particulier sur des questions concernant la législation administrative. Les avis de la Cour administrative suprême sont publiés dans le recueil annuel.

Les avis de l'année 2000 ont traité, entre autres, le système d'aide juridique, les tarifs des agences régionales de l'environnement et des administrations d'autorisation environnementale, la loi sur les étrangers, la législation sur l'alimentation en eau, la position des transsexuels, l'examen des affaires au sein du Conseil de la concurrence et du Tribunal des affaires de consommation, la discipline des juges, la loi sur les saisines et le système de recours pour les affaires concernant l'église. ■

Une discussion pendant la pause de la réunion des juridictions administratives entre (à gauche) Pekka Hallberg, Président, et les présidents des tribunaux administratifs de Kuopio, Oulu et Turku, Risto Hakkarainen, Olli Karikoski et Veijo Luomanen.



Responsables des services de bureau sont (à gauche) Anssi Kaikko, Huissier, Kari Joutsenlahti, Huissier principal, et Tapani Ruostela, Huissier, ainsi que Timo Rousku, Huissier principal adjoint, absent sur la photo.

Organisation et personnel

Le Président et 20 Juges exercent les fonctions de magistrat à la Cour administrative suprême. En outre, des juges peuvent être nommés pour une durée déterminée. Le Président de la Cour administrative suprême depuis l'année 1993 est M. Pekka Hallberg, docteur en droit.

Environ 40 référendaires et environ 40 autres employés travaillent à la Cour administrative suprême. L'administration de la Cour est dirigée par le Secrétaire Général.

La Cour administrative suprême travaille en trois chambres. La première chambre juge, entre autres, les affaires concernant la construction, la municipalité et la fonction publique, la deuxième les affaires concernant la fiscalité et la concurrence, et la troisième les affaires concernant l'aide sociale, les étrangers et l'environnement. Les chambres ne sont pas, cependant, seulement spécialisées dans l'examen de certains types d'affaires, mais peuvent connaître toutes affaires. Environ 160 différents types d'affaires sont représentés à la Cour.

Les affaires de contentieux administratif sont jugées, sur présentation du rapport, en séances formées généralement de cinq juges. Quand il s'agit des affaires prévues dans la loi sur l'environnement et des affaires concernant les brevets, les modèles d'utilité et les topographies de circuits intégrés, la compo-

sition de la Cour comprend, outre les membres ayant une formation en droit, deux membres experts en la matière concernée.

Les demandes d'autorisation d'introduire un recours peuvent être rejetées en formation de trois juges. Une affaire de contentieux administratif d'un intérêt particulier peut être examinée en séance plénière de la chambre ou en assemblée plénière de la Cour administrative suprême.

Lorsqu'une affaire de contentieux a été introduite, le greffier adjoint et le secrétaire de la chambre sont, en première phase de la mise en état, chargés de l'affaire, c'est-à-dire en particulier chargés d'obtenir les mémoires des parties. Avant la séance de délibéré, le référendaire établit les éléments de fait et de droit et prépare une proposition de décision. En séance, les juges délibèrent après présentation écrite et orale par le référendaire.

Pour établir les éléments de fait, une visite des lieux ou une procédure orale peuvent avoir lieu. Les visites sont organisées notamment dans les affaires portant sur l'environnement.

Pendant l'année 2000, les personnes suivantes ont pris leur retraite: *Auvo Nieminen*, juge, le 1^{er} septembre 2000, *Elina Degener*, juge, le 1^{er} novembre 2000, *Liz Skurnik*, Conseiller référendaire, le 1^{er} septembre 2000 et *Reine Saine*, Secrétaire, le 1^{er} mai 2000.

Le personnel de la Cour administrative suprême au 31.12.2000

Le président et les autres membres de la Cour

Le Président Pekka Hallberg

Juges Timo Silenti, Ahti Rihto, Erkki Onikki, Ilmari Ojanen, Olof Olsson, Ismo Talikka, Ritva Koljonen, Esa Aalto, Pirkko Ignatius, Lauri Tarasti, Pirkko Lundell, Hannu Koskinen, Raimo Anttila, Tuulikki Keltanen, Marita Liljeström, Olli Nykänen, Heikki Karapuu, Pekka Vihervuori, Marjatta Kaján, Heikki Kanninen; *Juge nommé pour une durée déterminée* Niilo Jääskinen.

Conseillers experts en environnement Pertti Vakkilainen, Pentti Hannonen, Ilkka Hirsto, Heikki Kiuru, Pertti Seuna, Pertti Eloranta, Janne Hukkinen, Juha Kämäri.

Conseillers ingénieurs en chef Karri Vartiainen, Pentti Uuspää, Tapani Jokinen, Allan Johansson, Matti Kleimola.

Les juges nommés pour une durée déterminée étaient, en 2000, Kari Kuusiniemi et Ritva Routio. Le conseiller ingénieur en chef Antti Saarialho a exercé ses fonctions jusqu'au 31.8.2000, et le conseiller expert en environnement Veli-Matti Tiainen jusqu'au 31.5.2000.

Le Président de la Cour administrative suprême était président de la première chambre. La deuxième chambre était présidée par le juge Ahti Rihto et la troisième chambre par le juge Timo Silenti.

Les référendaires

Secrétaire général Sakari Vanhala.

Conseillers référendaires Ilkka Pere, Marianne Båsk, Liisa Hyvärinen, Ilpo Havumäki, Paula Tenkanen, Tapio Kuosma, Marina Äimä, Matti Metsäranta, Tuulia Riikonen; *Référendaires principaux* Kai Träskelin, Leena Halila, Kari Honkala, Matti Halen (en congé), Eila Rother (en congé), Hannu Ranta, Irma Telivuo,

Marja-Terttu Savolainen; *Référendaires* Raimo Viitasaari, Marjo Snellman, Kari Nieminen, Anneli Tulikallio, Liisa Tähtinen, Marja-Liisa Judström, Marja Leskinen, Irene Mäenpää, Arja Niemelä, Marja Leena Kemppainen, Kristina Björkvall, Hannele Klemettinen, Anne Niemi, Kari Tornikoski, Mikko Rautamaa, Leo Kaasinen, Riitta Kreula; *Référendaires temporaires* Marita Eeva, Petri Leinonen, Aila Linnakangas, Jaana Moilanen, Riitta Mutikainen.

Marja Ihto, *Administrateur principal*, exerçait en l'an 2000 les fonctions de référendaire. Les autres référendaires temporaires étaient Ulla-Maija Lindström, Riitta Länsisyrjä, Ilkka Hartikainen, Päivi Pietarinen, Ismo Räisänen, Hanna Vuojela et Elisabeth Vuorenhela.

Autre personnel

Chef du service de l'information

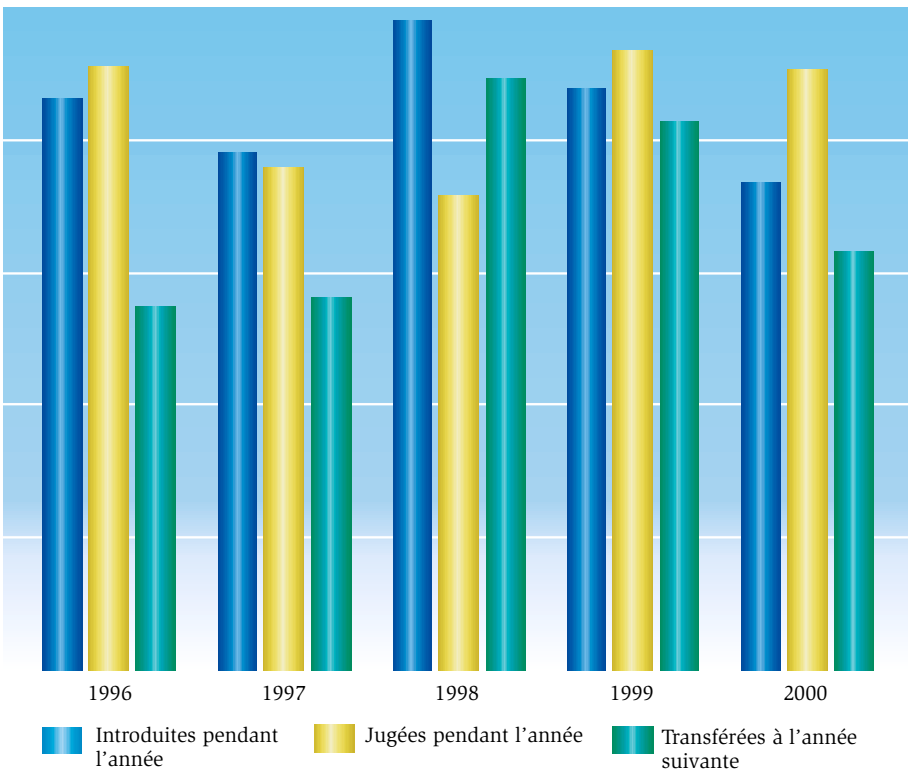
Timo Ahvenniemi, *Juriste informaticien* Pekka Tuominen, *Expert informaticien* Marja Halttunen (en congé), *Greffier*, Eeva Väänänen-Silén, *Greffiers adjoints* Ritva Ingman, Vuokko Kantanen, Paula Kilponen, Marjatta Räsänen, Satu-Maarit Tarkkanen, *Secrétaire budgétaire* Marja Klaavo, *Secrétaires de direction générale* Liisa Hartikainen, Soili Palmu, Anne Sahlman, Kaarina Tallberg, *Analyste informaticien* Minna Ronkainen, *Secrétaires* Merja Ahlfors, Tuula Harkio, Pirkko Heikkinen, Mirja Johansson, Heli Kalajainen, Liisa Martikainen, Elisa Nousiainen, Christina Nyberg, Terttu Näsänen, Tarja Piho, Maarit Romppanen, Anneli Ronimus, Piia Ronkainen, Sinikka Savolainen, Marja Tiihonen, Elina Tukiainen, Eila Viitaniemi, Raija Vuori, *Huissier principal* Kari Joutsenlahti, *Huissier principal adjoint* Timo Rousku, *Huissiers* Tapani Ruostela, Anssi Kaikko, *Secrétaires de projet* Jani-Matti Isoviita, Carita Karlsson, Petteri Leppikorpi. ■

Statistiques

Nombre d'affaires 1985-2000

| | Introduites pendant l'année | Jugées pendant l'année | Transférées à l'année suivante |
|-------------|-----------------------------|------------------------|--------------------------------|
| 1985 | 6118 | 6677 | 3403 |
| 1986 | 6130 | 6163 | 3367 |
| 1987 | 6367 | 6465 | 3269 |
| 1988 | 5739 | 5894 | 3116 |
| 1989 | 5285 | 5377 | 3024 |
| 1990 | 5219 | 5068 | 3183 |
| 1991 | 5435 | 5520 | 3108 |
| 1992 | 7118 | 5434 | 4807 |
| 1993 | 7147 | 6132 | 4903 |
| 1994 | 6523 | 7302 | 4059 |
| 1995 | 4807 | 5909 | 2948 |
| 1996 | 4377 | 4526 | 2756 |
| 1997 | 3910 | 3852 | 2772 |
| 1998 | 4904 | 3565 | 4441 |
| 1999 | 4372 | 4701 | 4094 |
| 2000 | 3691 | 4574 | 3183 |

Développement du nombre d'affaires 1996-2000



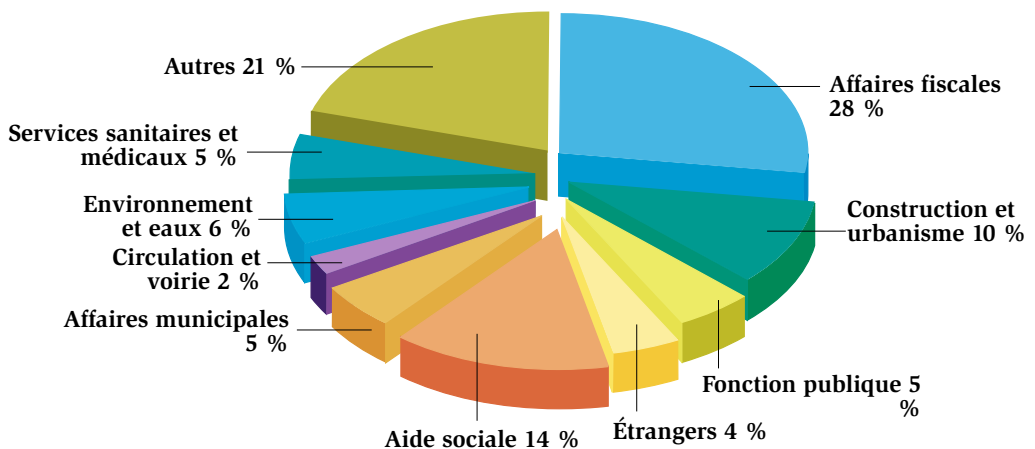
Nombre d'affaires introduites en 1997-2000 par matière

| Recours | Nombre | | | | % des recours | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|------------|------------|------------|
| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
| Affaires fiscales | 1122 | 977 | 927 | 921 | 31 | 21 | 24 | 28 |
| Construction et urbanisme | 512 | 403 | 380 | 317 | 14 | 9 | 9 | 10 |
| Fonction publique | 210 | 327 | 192 | 168 | 7 | 7 | 5 | 5 |
| Étrangers | 154 | 145 | 152 | 148 | 4 | 3 | 4 | 4 |
| Aide sociale | 244 | 243 | 419 | 472 | 7 | 5 | 10 | 14 |
| Affaires municipales | 272 | 217 | 196 | 178 | 8 | 5 | 5 | 5 |
| Circulation et voirie | 70 | 98 | 90 | 71 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Environnement et eaux | 243 | 231 | 244 | 211 | 7 | 5 | 6 | 6 |
| Natura | 0 | 1241 | 0 | 0 | 0 | 28 | 0 | 0 |
| Élections de la délégation de la population Sami | 0 | 0 | 657 | 0 | 0 | 0 | 17 | 0 |
| Services sanitaires et médicaux | 204 | 202 | 178 | 162 | 6 | 4 | 4 | 5 |
| Autres | 580 | 495 | 580 | 689 | 14 | 11 | 14 | 21 |
| Total des recours | 3611 | 4579 | 4015 | 3337 | 100 | 100 | 100 | 100 |

| Recours extraordinaires et autres | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Pourvoi en révision pour vice de fond | 221 | 250 | 284 | 271 | 74 | 77 | 79 | 77 |
| Relèvement de forclusion | 36 | 34 | 24 | 43 | 12 | 10 | 7 | 12 |
| Autres | 42 | 41 | 49 | 40 | 14 | 13 | 14 | 11 |
| Total | 299 | 325 | 357 | 354 | 100 | 100 | 100 | 100 |

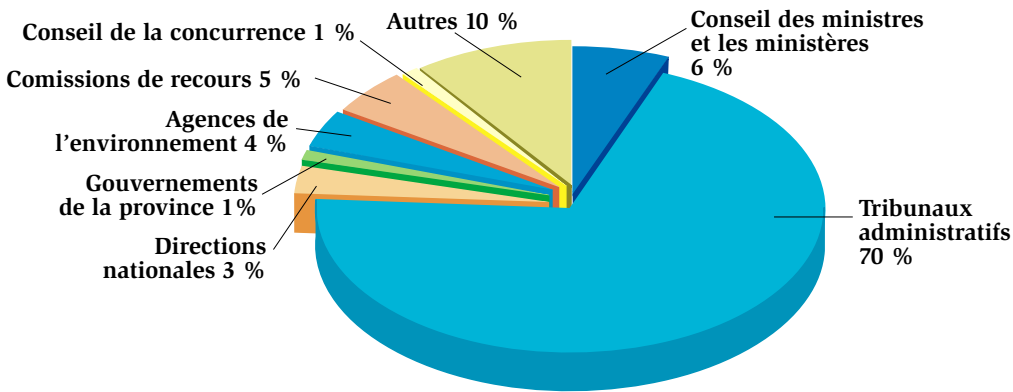
Total des affaires 3910 4904 4372 3691

Nombre de recours introduits en l'an 2000 par matière

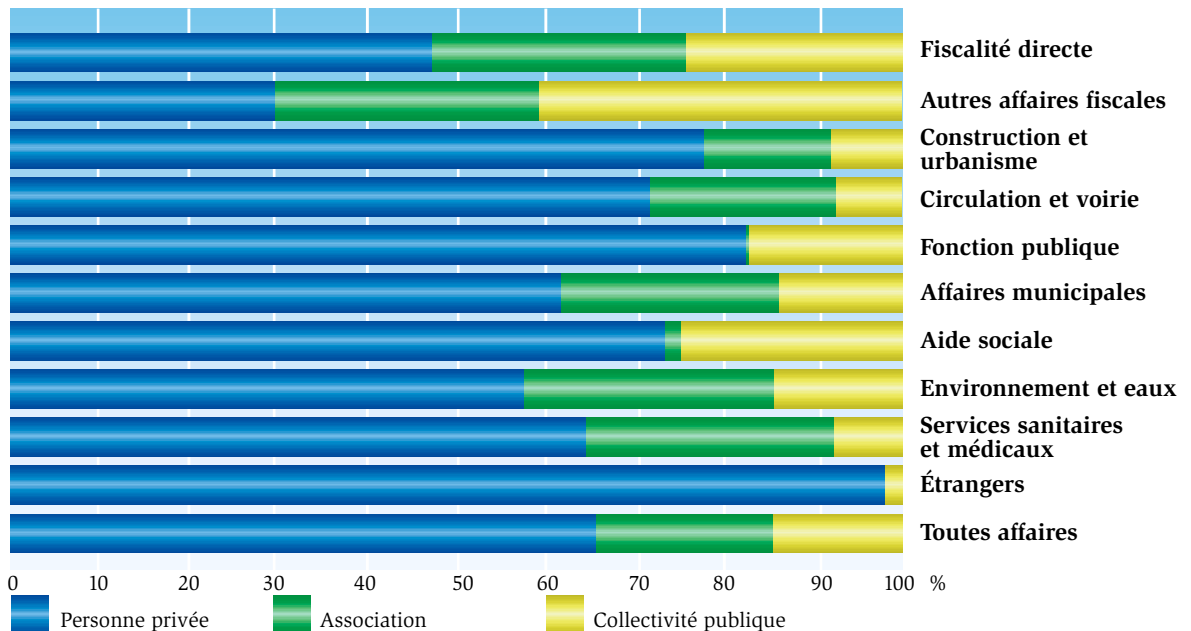


Affaires introduites en 1996-2000 par autorités

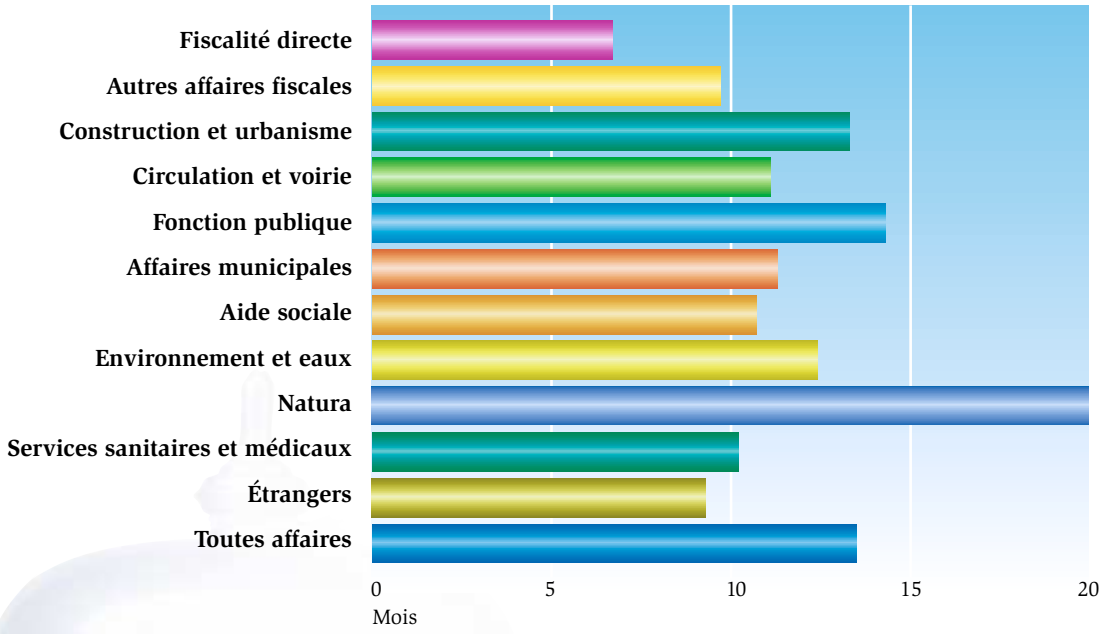
| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Conseil des ministres et les ministères | 321 | 347 | 1466 | 262 | 213 |
| Tribunaux administratifs | 2268 | 2281 | 2362 | 2446 | 2605 |
| Cour d'appel des eaux | 79 | 77 | 43 | 51 | 0 |
| Directions nationales | 234 | 204 | 125 | 129 | 100 |
| Gouvernements de la province | 271 | 57 | 26 | 28 | 26 |
| Agences de l'environnement | 278 | 215 | 230 | 205 | 133 |
| Commissions de recours | | | | | 192 |
| Conseil de la concurrence | | | | | 41 |
| Autres | 926 | 729 | 652 | 587 | 381 |
| Total | 4377 | 3910 | 4904 | 3708 | 3691 |



Affaires introduites en l'an 2000 par demandeur



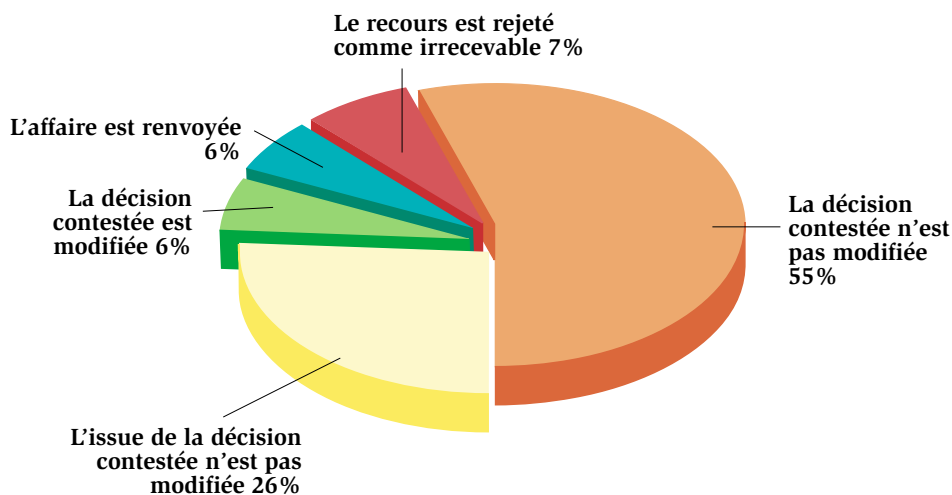
Durée moyenne de la procédure devant la Cour en 2000



L'issue des affaires jugées

%

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| 1. L'arrêt attaqué n'est pas modifié (ni l'issue, ni les motifs) | 55,6 | 44,1 | 26,8 | 29,5 | 26,6 | 27,3 | 33,0 |
| 2. L'issue de l'arrêt attaqué n'est pas modifiée (mais par contre les motifs sont modifiés) | 11,8 | 18,5 | 21,0 | 19,3 | 16,0 | 24,3 | 26,4 |
| 3. L'arrêt attaqué est modifié (également l'issue) | 8,8 | 10,6 | 9,3 | 9,4 | 8,8 | 8,5 | 4,9 |
| 4. La demande d'autorisation d'introduire un recours est rejetée | 4,4 | 9,0 | 21,0 | 20,8 | 28,2 | 22,1 | 17,2 |
| 5. L'affaire attaquée est renvoyée | 7,3 | 7,5 | 7,9 | 7,6 | 4,8 | 5,5 | 6,0 |
| 6. Il est fait droit au recours extraordinaire | 1,1 | 1,1 | 0,6 | 1,2 | 0,9 | 1,1 | 0,7 |
| 7. Le recours extraordinaire est rejeté | 4,2 | 3,0 | 5,9 | 4,9 | 6,6 | 5,0 | 4,7 |
| 8. L'affaire est transférée au gouvernement | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,0 |
| 9. L'affaire est transférée à une autre autorité | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,7 | 0,3 | 0,3 |
| 10. L'affaire est rejetée comme irrecevable | 6,3 | 5,5 | 7,1 | 6,7 | 7,2 | 5,8 | 6,8 |



Affaires pendantes en fin d'année 2000 par année d'introduction

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | Pendantes en fin d'année |
|--|------------|----------|-----------|------------|-------------|--------------------------------|
| Recours | 2 | 0 | 37 | 364 | 1532 | 1935 |
| Autorisation d'introduire un recours | 0 | 0 | 4 | 145 | 811 | 960 |
| Autorisation partielle d'introduire un recours | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Recours en révision pour vice de fond | 0 | 0 | 8 | 60 | 161 | 229 |
| Relèvement de forclusion | 0 | 0 | 0 | 4 | 28 | 32 |
| Recours en révision pour vice de procédure | 0 | 0 | 0 | 2 | 15 | 17 |
| Autres requêtes | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 |
| Total | 2 * | 0 | 49 | 575 | 2557 | 3183 |

* Affaires envoyées à la Cour de justice des Communautés européennes pour décision préjudicielle.



Statistique du travail de la Cour en 2000

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|---|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| A. Par type d'affaire | | | | | | | | | |
| Élections nationales | | 8 | 8 | | 8 | | | | |
| Nationalité | 30 | 44 | 55 | 27 | 1 | 1 | 26 | | 19 |
| Autonomie des Îles Åland | 36 | 32 | 30 | 15 | 2 | 7 | 6 | 1 | 38 |
| Asile et réfugiés | 36 | 99 | 97 | 81 | 3 | 8 | 5 | 2 | 35 |
| Autres affaires concernant les étrangers | 32 | 103 | 90 | 69 | 7 | 6 | 8 | 2 | 44 |
| Autres affaires de droit constitutionnel | | 1 | 1 | | | | | | |
| Élections de la délégation de la population Sami | 7 | 2 | | | | | | | 9 |
| Exemption de taxe | 7 | 6 | 9 | 8 | | 1 | | | 4 |
| Restitution et indemnité | 1 | 6 | 2 | 2 | | | | | 5 |
| Accès aux documents | 11 | 44 | 24 | 13 | | 6 | 5 | 2 | 29 |
| Protection des données | 2 | 7 | 2 | 2 | | | | | 7 |
| Personnes morales de droit civil | 1 | 3 | 1 | 1 | | | | | 3 |
| Plainte administrative | 1 | 2 | 1 | | | | 1 | | 2 |
| Autres affaires d'administration générale | 33 | 17 | 35 | 24 | 3 | 1 | 7 | 1 | 14 |
| Aides de l'Etat discrétionnaires | 3 | 11 | 9 | 6 | | | 3 | | 5 |
| Aide juridique | 5 | 11 | 12 | 8 | 2 | | 2 | | 4 |
| Contrats de travail (fonctionnaires d'État) | 24 | 35 | 27 | 22 | 2 | | 3 | 1 | 31 |
| Salaire, durée du travail, congés annuels (fonctionnaires d'État) | 12 | 5 | 9 | 5 | 3 | | 1 | | 8 |
| Discipline (fonctionnaires d'État) | 4 | 12 | 9 | 9 | | | | | 7 |
| Autres affaires de la fonction publique (fonctionnaires d'État) | 19 | 24 | 19 | 17 | | | 2 | | 24 |
| Élections municipales | | 1 | 1 | | | | 1 | | |
| Regroupements de communes | 2 | 6 | 7 | 7 | | | | | 1 |
| Règlements municipaux | 2 | 3 | 2 | 2 | | | | | 3 |
| Décisions des conseils municipaux | 57 | 71 | 45 | 40 | 2 | | 3 | 2 | 80 |
| Décisions des directions municipales | 37 | 46 | 31 | 23 | 5 | 2 | 1 | 1 | 51 |

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|--|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| Décisions des comités municipaux | 43 | 37 | 34 | 21 | 5 | 2 | 6 | | 47 |
| Contrats de travail (fonctionnaires communaux) | 107 | 95 | 96 | 75 | 13 | 5 | 3 | 1 | 106 |
| Salaire, durée du travail, congés annuels (fonctionnaires communaux) | 19 | 17 | 12 | 8 | 2 | | 2 | 1 | 23 |
| Discipline (fonctionnaires communaux) | 13 | 7 | 12 | 7 | 4 | | 1 | | 8 |
| Coopération intercommunale | 18 | 10 | 11 | 7 | 3 | | 1 | | 17 |
| Autres affaires municipales | 3 | 13 | 5 | 4 | | | 1 | | 11 |
| Loi sur l'Eglise | 22 | 26 | 30 | 21 | 4 | | 5 | | 18 |
| Retraite | 5 | 5 | 9 | 2 | | | 7 | | 1 |
| Service de l'état-civil Prénom et nom de famille | 3 | 1 | 3 | 2 | | | 1 | 1 | 3 |
| Autres affaires d'administration de l'état-civil | | 1 | | | | | | | 1 |
| Armes à feu | 17 | 22 | 25 | 18 | 4 | 1 | 2 | | 14 |
| Ordre public, spectacles | 6 | 4 | 6 | 4 | 1 | 1 | | | 4 |
| Plan d'aménagement général et régional | 123 | 63 | 35 | 22 | 1 | 6 | 6 | 1 | 150 |
| Plan d'utilisation des terrains et division en parcelles | 30 | 40 | 27 | 19 | | 1 | 7 | 2 | 41 |
| Planification de la construction | 23 | 12 | 17 | 14 | | | 3 | | 18 |
| Planification des rives | 34 | 22 | 26 | 21 | | 4 | 1 | | 30 |
| Autres affaires de planification | 3 | | 2 | 1 | | | 1 | | 1 |
| Réglement de la construction | 1 | | | | | | | | 1 |
| Permis de construire | 40 | 54 | 39 | 28 | 4 | 4 | 3 | | 55 |
| Autres permis concernant la construction | 22 | 21 | 18 | 17 | | 1 | | | 25 |
| Dispense et permis de morcellement | 75 | 73 | 62 | 57 | 2 | 1 | 2 | 2 | 84 |
| Contrôle de construction et construction non autorisée | 17 | 24 | 17 | 13 | | 2 | 2 | | 24 |
| Démolition des bâtiments | | 1 | 1 | 1 | | | | | |
| Protection des bâtiments | 9 | 14 | 12 | 7 | 1 | 3 | 1 | | 11 |
| Rédemption selon le code de construction | | 2 | | | | | | | 2 |
| Autres affaires de construction | 10 | 20 | 10 | 3 | 2 | 3 | 2 | | 20 |
| Affaires régies par le code d'utilisation des terrains et de la construction | | 20 | | | | | | 1 | 19 |
| Rues et routes prévues par un plan d'urbanisme | 7 | 11 | 8 | 7 | | | 1 | 1 | 9 |

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|--|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| Conduite des eaux et des égouts | | 4 | | | | | | | 4 |
| Autres affaires de génie municipal | 1 | | | | | | | | 1 |
| Permis environnemental | 97 | 52 | 73 | 53 | 9 | 8 | 3 | 1 | 75 |
| Permis d'établissement | 1 | 3 | 1 | 1 | | | | | 3 |
| Voisinage | 3 | 2 | 5 | 5 | | | | | |
| Gestion des déchets | 11 | 24 | 14 | 10 | 1 | 1 | 2 | | 21 |
| Surveillance de la santé | 12 | 8 | 11 | 8 | 1 | 1 | 1 | | 9 |
| Lutte contre le bruit | 2 | 1 | 3 | 2 | | | 1 | | |
| Lutte contre les accidents pétroliers | 2 | 2 | | | | | | | 4 |
| Circulation hors route et par bateau à moteur | 3 | 3 | 3 | 1 | 1 | | 1 | | 3 |
| Ressources de terre extractibles | 25 | 26 | 27 | 25 | 1 | 1 | | | 24 |
| Loisirs de plein air, camping | 1 | 3 | 1 | | | | 1 | 1 | 2 |
| Protection de la nature | 11 | 7 | 7 | 6 | 1 | | | | 11 |
| Panneau d'affichage | 2 | | 2 | 1 | 1 | | | | |
| Autres affaires de l'environnement | 6 | 7 | 8 | 8 | | | | | 5 |
| Natura | 1649 | 3 | 1638 | 1461 | 17 | 95 | 65 | 11 | 1 |
| Protection des animaux | 1 | 3 | 2 | 2 | | | | | 2 |
| Services d'incendie et de sauvetage, protection civile | 2 | | 2 | 2 | | | | | |
| Construction des locaux d'habitation et affaires relatives aux immeubles d'habitation | | 1 | 1 | | | | 1 | | |
| Rédemption | 11 | 4 | 6 | 4 | | | 2 | | 9 |
| Droit de préemption | 2 | 3 | | | | | | | 5 |
| Autres affaires immobilières | 5 | 7 | 7 | 6 | | | 1 | 1 | 4 |
| Construction hydraulique | 11 | 17 | 9 | 4 | 2 | 3 | | | 19 |
| Nappe d'eau souterraine | 1 | 5 | 3 | 3 | | | | | 3 |
| Conduction de l'eau pour utilisation en liquide | | 1 | | | | | | | 1 |
| Conduction des eaux usées | 6 | 12 | 8 | 7 | | | 1 | | 10 |
| Élevage piscicole | 5 | 4 | 7 | 7 | | | | | 2 |
| Compensations | 9 | 7 | | | | | | | 16 |
| Autres affaires des eaux | 15 | 30 | 17 | 15 | 1 | 1 | | | 28 |
| Voie publique | 5 | 16 | 6 | 4 | 2 | | | | 15 |
| Voie privée | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| Autres affaires de voirie | | 1 | | | | | | | 1 |

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|--|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| Permis de conduire, autorisation des transporteurs professionnels | 4 | 16 | 9 | 8 | | | 1 | | 11 |
| Auto-écoles | 1 | | 1 | | 1 | | | | |
| Circulation motorisée professionnelle | 21 | 28 | 28 | 22 | | 3 | 3 | | 21 |
| Amendes et autres paiements en matière d'infraction à la circulation | 6 | 7 | 4 | 2 | 1 | | 1 | | 9 |
| Trafic ferroviaire, maritime, aérien | | 1 | | | | | | | 1 |
| Communication de données | 1 | 22 | 1 | 1 | | | | 1 | 21 |
| Autres affaires de communication | | 5 | | | | | | | 5 |
| Marins, aviateurs, etc. | | 3 | 1 | | | 1 | | | 2 |
| Limites de vitesse et de poids | 1 | | 1 | 1 | | | | | |
| Déplacement et destruction de véhicules | 1 | | 1 | 1 | | | | | |
| Autres affaires de véhicules | 8 | 11 | 7 | 7 | | | | | 12 |
| Opérations de banque et d'assurance | 3 | 7 | 3 | | 1 | | 2 | | 7 |
| Exploitation minière | | 4 | 7 | 5 | 4 | | | 1 | 6 |
| Commerce des denrées alimentaires | 1 | | | | | | | | 1 |
| Agences immobilières | 1 | | 1 | 1 | | | | | |
| Hotellerie et restauration, licence de débits de boissons | 43 | 60 | 65 | 47 | 3 | 9 | 6 | 1 | 37 |
| Autres affaires sur le commerce | 6 | 5 | 7 | 2 | 1 | 2 | 2 | | 4 |
| Droit de la concurrence, protection des consommateurs, contrôle des prix | 37 | 44 | 24 | 16 | 4 | 3 | 1 | | 57 |
| Autres contrôles du commerce | 5 | 7 | 4 | 3 | | | 1 | | 8 |
| Administration en matière de droit des sociétés | 5 | | 4 | 3 | | | 1 | 1 | |
| Registre du commerce | 1 | | | | | | | | 1 |
| Brevets et modèles d'utilité | 19 | 25 | 21 | 10 | 5 | 6 | | | 23 |
| Protection des dessins et marques de fabrique | 36 | 55 | 36 | 15 | 1 | 19 | 1 | 1 | 54 |
| Garantie à l'exportation et prime d'investissement | 2 | 2 | 4 | 3 | | | 1 | | |
| Autres affaires d'administration financière | 3 | | 1 | 1 | | | | | 2 |
| Enseignement primaire, secondaire et supérieur | 7 | 3 | 7 | 2 | 5 | | | | 3 |
| Enseignement professionnel | 8 | 3 | 7 | 4 | 1 | | 2 | | 4 |

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|--|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| Universités et écoles supérieures | 6 | 4 | 4 | 4 | | | | | 6 |
| Aide sociale | 171 | 286 | 242 | 226 | 4 | 2 | 10 | 5 | 208 |
| Protection infantile et prise en charge des enfants | 52 | 116 | 90 | 71 | 4 | 12 | 3 | 2 | 76 |
| Garantie de la pension alimentaire des enfants | 5 | 10 | 5 | 4 | 1 | | | | 10 |
| Soins spéciaux pour les handicapés physiques et mentaux | 5 | 5 | 2 | 1 | | 1 | | | 8 |
| Services aux personnes handicapées | 39 | 84 | 54 | 35 | 6 | 8 | 5 | 2 | 69 |
| Soins des alcooliques et toxicomanes | 1 | | 1 | | 1 | | | | |
| Autres aides sociales | 4 | 5 | 6 | 3 | | 1 | 2 | | 3 |
| Autres affaires sociales | 6 | 13 | 9 | 6 | | | 3 | 2 | 8 |
| Santé publique | 5 | 5 | 4 | 2 | 1 | | 1 | | 6 |
| Santé mentale | 41 | 122 | 111 | 102 | 1 | 1 | 7 | 5 | 47 |
| Organisation des pharmacies | 42 | 24 | 37 | 27 | 2 | 7 | 1 | 1 | 28 |
| Exercice des services sanitaires et médicaux | | 5 | 3 | 3 | | | | | 2 |
| Contrôle des denrées alimentaires | 4 | | 2 | | | | 2 | | 2 |
| Autres affaires relatives aux services sanitaires et médicaux | 4 | 12 | 6 | 2 | 2 | | 2 | | 10 |
| Aides et participation de l'État aux frais scolaires | 3 | 4 | | | | | | 1 | 6 |
| Aides et participation de l'État aux services sociaux et médicaux | 1 | 1 | | | | 1 | | | |
| Planification de la production agricole | 2 | 3 | 5 | 4 | | | 1 | | |
| Promotion de la sylviculture | | 2 | | | | | | | 2 |
| Protection des plantes | 2 | 2 | 4 | 1 | | 2 | 1 | | |
| Élevage de rennes | 6 | 6 | 4 | 4 | | | | | 8 |
| Chasse et pêche | 9 | 13 | 4 | 3 | | | 1 | | 18 |
| Autres affaires d'agriculture et de sylviculture | 53 | 54 | 59 | 55 | | 2 | 2 | 2 | 46 |
| Emploi et chômage | 13 | 14 | 15 | 8 | 4 | | 3 | | 12 |
| Garantie des salaires | 12 | 43 | 11 | 6 | | 5 | | | 44 |
| Protection du travail | 1 | 2 | 1 | | | 1 | | | 2 |
| Administration de l'emploi | | 11 | 6 | 6 | | | | | 5 |
| Administration de la défense | 11 | 18 | 17 | 12 | 5 | | | | 12 |
| Administration judiciaire | 2 | 6 | 2 | | | | 2 | 1 | 5 |
| Autres secteurs d'administration | | 1 | | | | | | | 1 |
| Aide juridictionnelle | 5 | 32 | 8 | 4 | 4 | | | 1 | 28 |

| | Affaires ren- voyées de l'année précédente | Affaires introduites pendant l'année | Affaires jugées pendant l'année | La décision contes- tée est affirmée | La décision contestée est modifiée | L'affaire est renvoyée | Le recours est rejeté comme irrecevable | Rayée du registre | Affaires pendantes en fin d'année |
|--|--|---|------------------------------------|---|--|---------------------------|---|-------------------|--------------------------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 175 | 264 | 246 | 198 | 34 | 4 | 10 | 5 | 188 |
| Impôt sur le revenu des entreprises | 84 | 141 | 116 | 101 | 5 | 2 | 8 | 1 | 108 |
| Impôt sur l'agriculture et la sylviculture | 9 | 50 | 55 | 48 | 1 | 1 | 5 | | 4 |
| Impôt sur la fortune | 2 | 3 | 4 | 2 | 1 | 1 | | | 1 |
| Décisions préliminaires de l'administration nationale des impôts | 16 | 32 | 29 | 25 | 3 | | 1 | | 19 |
| Retenue fiscale et cotisations de sécurité sociale | 17 | 43 | 36 | 33 | | 1 | 2 | | 24 |
| Imposition à la source | | 4 | 1 | 1 | | | | | 3 |
| Autres affaires d'impôt sur le revenu et les biens | 11 | 13 | 13 | 10 | 2 | 1 | | | 11 |
| Droits sur les successions et donations | 23 | 37 | 47 | 38 | 8 | 1 | | 2 | 11 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 80 | 181 | 95 | 78 | 15 | 1 | 1 | 2 | 164 |
| Douane | 23 | 84 | 19 | 16 | 1 | 1 | 1 | 1 | 87 |
| Taxe d'accise | 3 | 26 | 2 | 2 | | | | | 27 |
| Taxe sur les voitures et les motos | 31 | 69 | 18 | 14 | 4 | | | | 82 |
| Taxe sur les véhicules automobiles | 4 | 3 | 3 | 2 | | | 1 | | 4 |
| Taxe sur les primes d'assurance | | 4 | | | | | | | 4 |
| Droit de timbre | 11 | 10 | 15 | 10 | 5 | | | | 6 |
| Impôt sur les transferts | 8 | 25 | 11 | 10 | 1 | | | | 22 |
| Impôt sur les lots | | 1 | | | | | | | 1 |
| Taxe sur les déchets | | 1 | | | | | | | 1 |
| Autres impôts et taxes | 3 | 9 | 3 | 2 | | | 1 | | 9 |
| Total | 4139 | 3691 | 4574 | 3730 | 258 | 276 | 310 | 73 | 3183 |

B. Par catégorie de recours

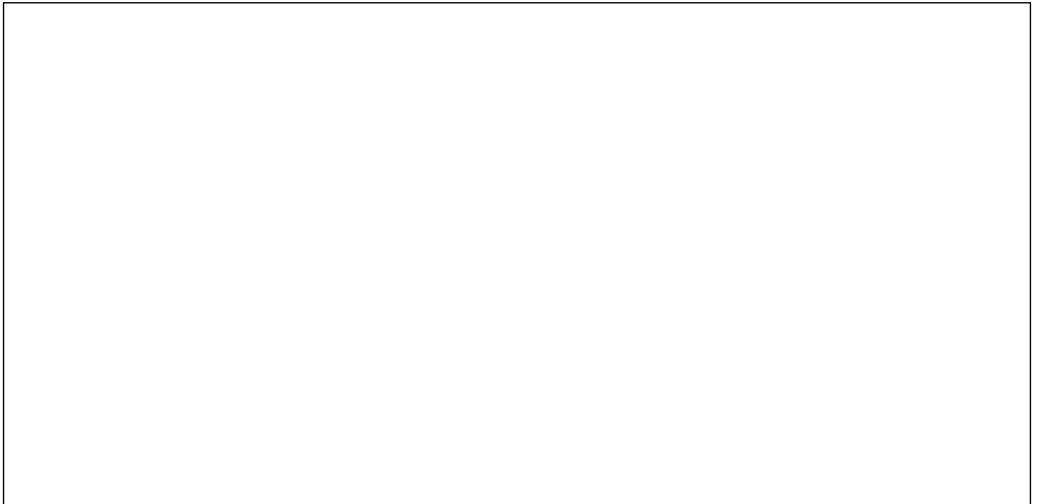
| | | | | | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|-----------|-------------|
| Recours ordinaire | 3223 | 2007 | 3254 | 2637 | 148 | 239 | 230 | 38 | 1935 |
| Autorisation d'introduire un recours | 664 | 1329 | 1016 | 863 | 80 | 33 | 40 | 19 | 960 |
| Autorisation partielle d'introduire un recours ordinaire | | 1 | | | | | | | 1 |
| Recours en révision pour vice de fond | 222 | 271 | 254 | 195 | 27 | 3 | 29 | 12 | 229 |
| Relèvement de forclusion | 14 | 43 | 24 | 19 | 2 | | 3 | 1 | 32 |
| Recours en révision pour vice de procédure | 10 | 17 | 9 | 5 | | | 4 | 1 | 17 |
| Autres requêtes | 6 | 23 | 17 | 11 | 1 | 1 | 4 | 2 | 9 |
| Total | 4139 | 3691 | 4574 | 3730 | 258 | 276 | 310 | 73 | 3183 |

Affaires introduites en 1997-2000 dirigées contre les décisions des tribunaux administratifs

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|-------------|-------------|-------------|------------|
| Tribunaux administratifs provinciaux | | | | |
| Uudenmaa | 735 | 946 | 902 | 69 |
| Turku ja Pori | 308 | 294 | 398 | 9 |
| Häme | 321 | 276 | 250 | 10 |
| Kymi | 152 | 109 | 81 | 3 |
| Mikkeli | 67 | 66 | 66 | 0 |
| Kuopio | 96 | 90 | 77 | 0 |
| Pohjois-Karjala | 85 | 79 | 69 | 0 |
| Vaasa | 166 | 133 | 142 | 14 |
| Keski-Suomi | 94 | 113 | 84 | 5 |
| Oulu | 175 | 167 | 186 | 2 |
| Lappi | 82 | 87 | 90 | 4 |
| Total | 2281 | 2360 | 2345 | 116 |

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|------|------|------------|-------------|
| Tribunaux administratifs régionaux | | | | |
| Helsinki | | | 35 | 1089 |
| Turku | | | 29 | 345 |
| Hämeenlinna | | | 6 | 293 |
| Vaasa | | | 6 | 272 |
| Kouvola | | | 1 | 112 |
| Kuopio | | | 6 | 127 |
| Oulu | | | 8 | 150 |
| Rovaniemi | | | 4 | 90 |
| Tribunal administratif des Iles Åland | 18 | 16 | 6 | 11 |
| Total | | | 101 | 2489 |

Les tribunaux administratifs régionaux



Le Tribunal administratif d'Helsinki est situé au Ratapihantie 9.

Selon la Constitution de la Finlande, les juridictions administratives générales sont la Cour administrative suprême et les tribunaux administratifs régionaux.

Les juridictions sont indépendantes, entre autre, par rapport aux autres juridictions. La Cour administrative suprême veille toutefois à l'administration de la justice dans son domaine de compétence. Son objectif est de garantir le fonctionnement efficace de l'ordre judiciaire administratif dans son ensemble.

Les anciens tribunaux administratifs provinciaux ont été transformés par une série de réformes partielles pendant les dernières décennies en tribunaux administratifs indépendants. Au début de novembre 1999, l'ordre judiciaire administratif a fait l'objet d'une importante réor-

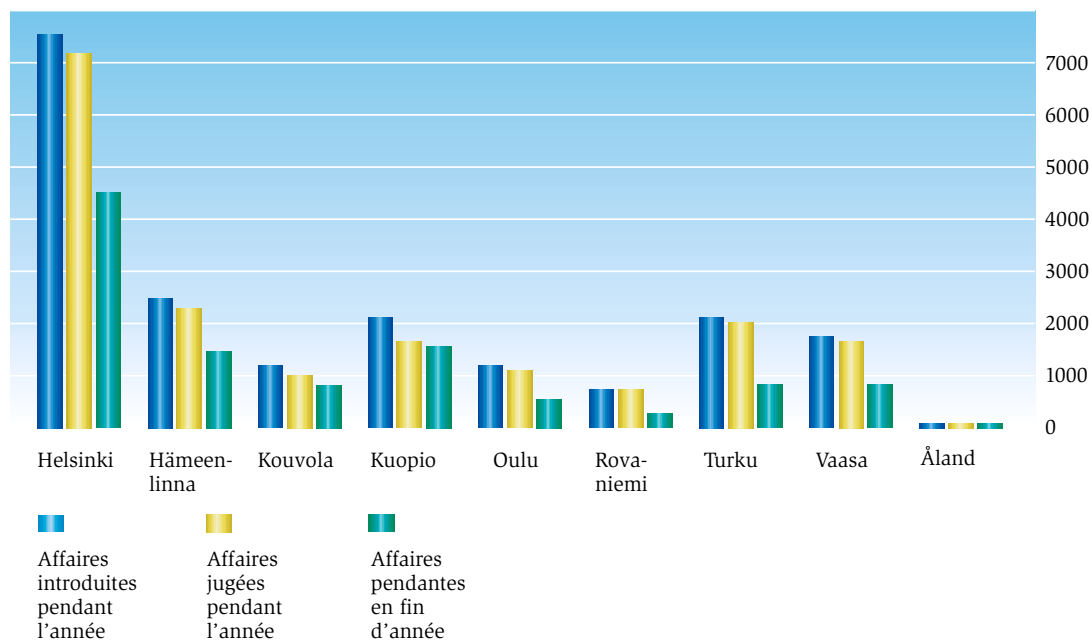
ganisation, lorsque les onze tribunaux administratifs provinciaux ont été transformés en huit tribunaux administratifs régionaux.

Les Tribunaux administratifs d'Helsinki, Hämeenlinna, Kouvola, Kuopio, Oulu, Rovaniemi, Turku et Vaasa ont été établis en vertu de la loi régissant les tribunaux administratifs. Les circonscriptions des tribunaux administratifs consistent en une ou plusieurs provinces d'après la loi sur la division des provinces. De plus, le Tribunal administratif des Iles Åland a son siège à Mariehamn.

Les affaires relatives à l'asile sont concentrées au Tribunal administratif d'Helsinki, et les recours contre les décisions prises en vertu de la loi sur l'environnement sont concentrées au Tribunal administratif de Vaasa. ■

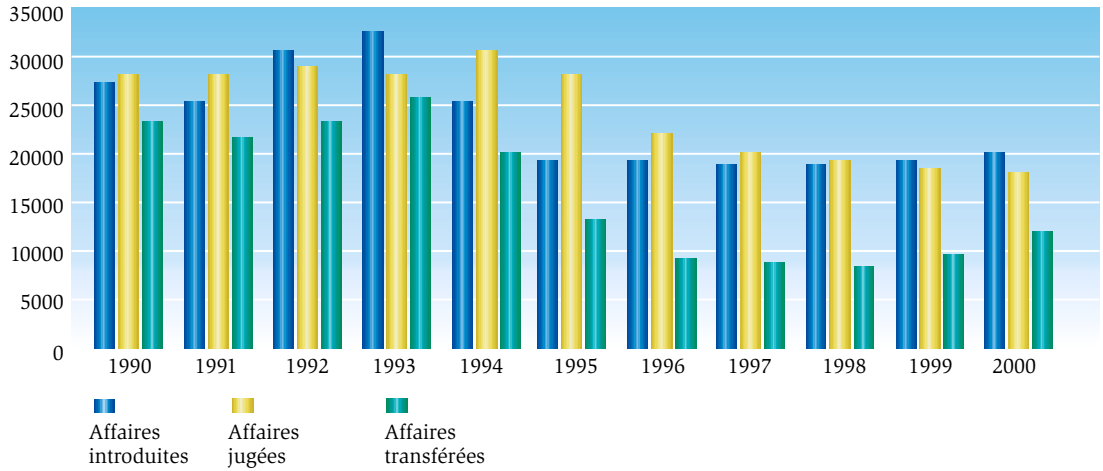
Statistiques du travail des tribunaux administratifs et du Tribunal administratif des Îles Åland en 2000

| | Affaires pendants en début d'année | Introduites pendant l'année | Jugées pendant l'année | Rayées pendant l'année | Pendants en fin d'année | Évolution +/- |
|--------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|---------------|
| Helsinki | 4326 | 7637 | 7213 | 0 | 4750 | 424 |
| Hämeenlinna | 1460 | 2635 | 2459 | 40 | 1596 | 136 |
| Kouvola | 541 | 1349 | 1052 | 0 | 838 | 297 |
| Kuopio | 1130 | 2361 | 1771 | 58 | 1662 | 532 |
| Oulu | 497 | 1349 | 1201 | 50 | 595 | 98 |
| Rovaniemi | 245 | 694 | 669 | 25 | 245 | 0 |
| Turku | 844 | 2362 | 2158 | 81 | 967 | 123 |
| Vaasa | 710 | 1843 | 1694 | 72 | 787 | 77 |
| Åland | 95 | 85 | 65 | 0 | 115 | 20 |
| Total | 9848 | 20315 | 18282 | 326 | 11555 | 1707 |



Les données sont communiquées par les tribunaux administratifs.

Développement du nombre d'affaires des tribunaux administratifs/tribunaux administratifs provinciaux et du Tribunal administratif des Îles Åland en 1990-2000



*Éditeur: Timo Ahvenniemi
Traductions: Eurocapax Oy
Mise en pages: Adplus Oy
Photos: Rauno Träskelin
Imprimé par: Koteva Oy*

COUR ADMINISTRATIVE SUPRÊME

Unioninkatu 16

00130 Helsinki

Téléphone + 358 9 185 31

Télécopie + 358 9 185 3382

www.kho.fi